



“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”
Karl Marx

L’Aile Rouge RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste* de Dassault Mérignac et Martignas

Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée !

C’est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l’Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d’heures non *sérieusement* remplacés » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d’élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n’est pas une inconnue des milieux d’affaires, puisqu’elle a été conseillère du directeur général d’Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d’abus de pouvoir » et « trafic d’influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d’intervenir sur les questions liées à l’industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d’alors, Carlos Ghosn, aujourd’hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l’accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s’occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d’œuvre qui n’osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c’est ce qu’ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l’Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l’inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d’avoir « perdu » un combat... qu’il n’a jamais vraiment entamé, puisqu’il aurait fallu s’en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d’autant moins que les dividendes du

CAC 40 ont atteint l’année dernière le montant record de 97,1 milliards d’euros.

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons et qui exigent que tous les moyens soient mis à leur service, pour leurs profits, et pour la défense de leurs intérêts à l’échelle internationale, par le militarisme et les guerres qu’ils soutiennent, en Ukraine comme à Gaza.

Contre les uns et les autres, notre seule arme c’est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l’hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s’étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d’à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « *Si Blendecques était une banque, on l’aurait déjà sauvé* », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s’y est déroulée le 13 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l’ensemble de leur politique exige un mouvement d’ensemble et des perspectives pour transformer ce monde, le débarrasser de l’exploitation et des frontières qui nous divisent. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu’il le faudra !

Mardi 16 janvier 2024

**Manifestation contre la loi Darmanin
Dimanche 21 janvier- 14h Place de la Bourse à
Bx**

**LE NPA 33 VOUS INVITE
RÉUNION PUBLIQUE**

Contre la loi "immigration" Macron-Le Pen,
Contre le nationalisme et la guerre,
Solidarité internationaliste pour changer le monde !

Samedi 3 février - 17h30
Salle Saumenude 16 Rue Saumenude - Bordeaux

Nouvelle classification, vieille prétention du patronat. Classification déjà, c'est quoi ?

C'est une hiérarchisation par le salaire entre les différents emplois et métiers.

C'est celle que l'on retrouve déclinée en C5, E9 et autres dans la nouvelle convention.

On est donc prié de rejoindre sa case et d'accepter de s'entendre dire que son travail a moins de valeur, met en jeu moins de compétences et d'engagement que celui effectué par son collègue ou celui du service voisin.

Évidemment, pour le patronat, on comprend bien l'intérêt. Il s'agit de graver dans le marbre des limites aux prétentions salariales, de dévaloriser l'activité des salariés, de prétendre la réduire à quelques critères qui tiennent dans une case. Minimiser les compétences et organiser la concurrence, c'est un bon moyen pour faire baisser les salaires. Tout le monde voit bien les incohérences et les aberrations causées par cette prétention à nous mettre en case et en boîte.

Est-ce que les coef c'était mieux ? Faudrait demander à toutes celles et ceux qui n'en ont pas eu beaucoup... D'ailleurs, c'est bon à savoir, la mise en place de la convention de 1974 en vigueur jusqu'à aujourd'hui n'est pas passée comme une lettre à la poste. Déjà, elle contenait la volonté de nier les métiers et mettre en avant « les activités réelles » du salarié.

A cette époque, le patronat refusera une convention nationale car il n'avait pas le rapport de force pour imposer ses objectifs en terme de salaires. Il a préféré céder dans les régions où la CGT était la plus puissante et obtenir ce qu'il voulait dans les régions moins organisées. D'où les multiples conventions.

Cette nouvelle convention prétend « simplifier » tout ça !

Alors pour faire simple, on peut dire que nos salaires ne se négocient jamais aussi bien que lorsque nous sortons tous et toutes de notre « case » pour imposer une augmentation en rapport avec nos besoins et avec les richesses que nous produisons.

NCC : rien de moins qu'un tissu de mensonges

Pour camoufler la dégradation de nos salaires et de nos possibilités de progression, l'UIMM (patronat de la métallurgie), avec le soutien de la plupart des syndicats, nous a vendu la transparence et l'homogénéisation des statuts. Mais quand on voit qu'un même poste peut être C5 chez les uns et B3 chez les autres et qu'on ignore tout des justifications d'une telle classification, ce qui transparait surtout, c'est qu'on se fout bien de tous les salariés, de manière homogène.

AAA : toujours pas l'Eldorado

Les départs chez AAA se poursuivent. Même si la direction feint d'en ignorer la cause, ce n'est un mystère pour personne : les conditions de travail empirent, les salaires sont trop bas et la direction nous méprise en nous refusant des augmentations. La solution pourtant est simple, il faudrait tous nous augmenter. Mais pour ça, les vagues promesses de Daher ne suffiront pas, nous ne pourrions compter que sur nous pour lui forcer la main.

Dassault : l'herbe n'est pas toujours plus verte ailleurs

Ça ne vole pas beaucoup plus haut niveau salaires chez Dassault, notamment pour les nouveaux embauchés. A tel point que certains sous-traitants qui ont un peu d'ancienneté peuvent perdre du pognon en changeant de maillots. Chez les donneurs d'ordre comme chez les sous-traitants, on a tous des salaires trop bas, alors c'est tous ensemble qu'on devrait réclamer des augmentations.

Dassault : tout un symbole !

Ah les fêtes de fin d'année ! Les repas améliorés, payés par Dassault... sauf pour les salariés des sous-traitants qui ont dû payer 17 balles pour y avoir droit ! Pas question non plus de les voir profiter d'une choco avec les Dassault pour inaugurer le 10X. Y a pas de petits gestes pour essayer de nous diviser mais on tombera pas dans le piège : on sait que les radins c'est les patrons.

Y a pas que les radiateurs qui ne chauffent pas : y a certains cerveaux aussi...

C'est déjà pas la canicule la journée, mais Dassault ne chauffe même pas la nuit. Pour des économies, non seulement la direction se moque qu'on ait froid en arrivant au poste, mais en plus elle est même pas fichue de penser aux temps de collages qui sont rallongés parfois d'une journée ! Derrière c'est encore à nous de galérer pour faire bien dans des conditions pourries.

L'appel des syndicalistes palestiniens

Le 16 octobre, les syndicats palestiniens lançaient un appel aux syndicalistes du monde entier, à développer massivement la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine, en freinant la machine de guerre israélienne, en empêchant l'armement de l'Etat israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus.

Ils en appellent, notamment, à refuser de fabriquer et de transporter des armes destinées à Israël et à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, qu'ils cessent de le financer.

Safran, Dassault...

quelle collaboration avec l'Etat d'Israël ?

Salariés de Dassault ou de Safran, nos entreprises produisent ou collaborent à la production d'engins de mort et de technologies destructrices, dont une partie parvient entre les mains de gouvernants criminels qui les utilisent contre des populations opprimées, comme à Gaza.

Mais un grand silence de mort est installé dans les médias et y compris dans les groupes sur leur production et collaboration avec l'Etat d'Israël... et pourtant...

Safran et Thalès collaborent avec les géants israéliens de la défense Elbit Systems, Rafael, ou Israel Aerospace Industries (IAI) sur la construction de drones, de systèmes optroniques et de cyberdéfense. Dassault co-produit des avions militaires avec IAI.

Échanges de technologies, innovations testées sur le peuple palestinien, joint-ventures et composants « made in France » retrouvés dans les débris de bombes à Gaza... Outre les ventes directes de matériel à l'armée, les liens entre l'industrie de l'armement française et la machine de guerre israélienne sont aussi nombreux que discrets.

Que pouvons-nous faire en tant que salariés de cette industrie de guerre ?

Même si ce boulot est notre gagne-pain et qu'on ne l'a pas choisi pour détruire, on peut discuter entre nous pour prendre position en solidarité avec les Palestiniens.

Les syndicats palestiniens écrivent: « *Nous lançons cet appel car nous sommes convaincus que la lutte pour la justice et la libération de la Palestine n'est pas seulement une lutte déterminée au niveau régional et mondial. C'est un levier pour la libération de tous les peuples dépossédés et exploités du monde.* » Nous partageons aussi cette perspective.